

Le 28 novembre 2023

Assurance chômage : amplifions les actions !

Les négociations sur l'assurance chômage, cadrées par le gouvernement, ont eu lieu ce mois-ci. Celui-ci espérait une entente impliquant 15 % d'économie sur le fond de l'UNEDIC. Un accord a été conclu avec certains syndicats mais le gouvernement vient d'annoncer qu'il refusait de l'agréer. SUD Culture s'est engagé en particulier à Toulouse dans l'AG des Intermittent·es et précaires (CGT Spectacle, SYNAVI Occitanie, SAM-MIP, CIP-MP). Il a été organisé à plusieurs assemblées, actions et rassemblements (DRAC, MEDEF, Préfecture, Pôle Emploi, manifestation aux flambeaux) ayant réuni jusqu'à 500 personnes. Le projet de loi « plein-emploi » a été adopté en première lecture. Les demandeur·euses d'emploi incluant les allocataires du RSA seront désormais rattachés à France Travail. Ces dernier·es verront le versement conditionné de leur allocation à 15 h de travail hebdomadaire, imposé par le « contrat d'engagement ».

Pour rappel, les dernières contre-réformes ont :

- imposé une durée d'indemnisation variable en fonction du taux de chômage national
- diminué le montant des allocations pour près de 50 % des inscrit·es
- conditionné l'ouverture de droits au chômage à 6 mois consécutifs de travail (5 mois suite aux dernières négociations)

Il est urgent de nous mobiliser de manière interprofessionnelle, contre ces attaques dont les conséquences sur l'emploi et la précarisation des plus précaires sont toujours plus alarmantes.



Grève au Centre Pompidou...

Le Centre National d'Art et de Culture Georges Pompidou, établissement pluridisciplinaire, ouvert en 1977, abritant la deuxième plus grande collection mondiale et la première collection européenne d'art moderne et contemporain, doit fermer à l'été 2025 pour 5 ans minimum, dans le cadre de travaux nécessaires de désamiantage et plus globalement de remise aux normes. À moins de 2 ans de la fermeture, le personnel est laissé dans le flou quand à son avenir pendant cette période de fermeture mais également à la réouverture, les travaux incluant également un nouveau projet culturel.

Cette situation a conduit au dépôt d'un préavis de grève par l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SUD et UNSA) et à une mobilisation générale du personnel, en grève depuis le 16 octobre 2023, afin d'obtenir la signature d'un protocole d'accord garantissant notamment :

- un lieu unique permettant le maintien de toutes les activités
- La non externalisation des activités, des services et de leurs missions
- Le maintien à minima du plafond d'emploi et des effectifs
- Le droit au retour de tout·es les agent·es sur leur poste initial

Les différentes réunions n'ont abouti qu'à peu d'engagement de la part de la direction du Centre Pompidou et du ministère de la culture, refusant ou se déclarant incompétent pour toute avancée dans les négociations !!!

à la BPI...

La BPI part en grève également à la suite de Beaubourg avec des problématiques communes.

...et à la Réunion des musées nationaux

À la Réunion des musées nationaux Grand Palais, les personnels sont exaspérés par le manque d'augmentations salariales significatives ces dernières années. Les organisations syndicales réunies en intersyndicale ont été mandatées pour faire aboutir leurs revendications.

Elles portent sur les points suivants :

- La valeur du point d'indice portée à 5€50 brut en 2023, avec un engagement sur la durée d'un plan de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat cumulées ;
- La révision de l'organisation du travail afin d'augmenter les quotités de travail des salariés à temps partiel qui le souhaitent ;
- L'arrêt du sous-effectif sur les sites et dans les services par les embauches nécessaires en CDI à 100%.

Un préavis de grève reconductible à compter du 22 novembre a été déposé.

La Provence : en grève contre les suppressions d'emplois

La rédaction de La Provence est en grève depuis jeudi 14/11 à 17h contre la suppression de 30 postes à la rédaction et la fermeture d'agences. D'autres postes à tous les étages de l'entreprise pourraient aussi être menacés par la suite dans le cadre d'une pseudo-GEPP ce qui a conduit les secrétaires et documentalistes à rejoindre le mouvement. Il a été reconduit, via un vote électronique, entraînant la non-parution du journal de ce lundi 20 novembre. Avec un taux de participation de 88% (183 votants), 76% (132 voix) d'entre eux ont validé la poursuite du mouvement. Un choix clair qui montre une mobilisation qui ne faiblit pas avec des revendications toujours très fortes. L'intersyndicale SNJ-CFE-CGC-CFDT a fait un certain nombre de propositions à la direction. Désormais, la balle est dans son camp et elle doit enfin prendre la mesure de la colère et de l'incompréhension des journalistes face aux promesses non tenues.

Finances publiques : urgence salariale

Le mercredi 22 novembre, 300 agent-es des Finances publiques se sont rassemblé-es devant leur ministère pour peser sur les négociations en cours sur la refonte du régime indemnitaire.



Rail : pour la défense du fret

Un rassemblement à l'initiative de l'intersyndicale et avec l'AES (Alliance écologique et sociale) s'est tenu à Sotteville-lès-Rouen le 21 novembre pour la défense du fret SNCF, outil crucial de la transition écologique et sociale.



Éducation : les lycées pro en grève le 12 décembre

Face à une réforme qui prévoit la diminution de 6 semaines du parcours commun en plus des nombreuses heures de cours déjà supprimées par les réformes précédentes, face à une refonte des formations qui conduit à supprimer de nombreux postes, **les professeurs de lycée professionnel seront en grève le 12 décembre** à l'appel de l'intersyndicale FO, CGT, SUD éducation, SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SNALC, CNT pour stopper un démantèlement organisé et contre une réforme qui n'est dans l'intérêt ni des élèves, ni des personnels.



Répression (64) : Solidarité avec Ernesto

Le 22 novembre, 4 manifestants contre la réforme des retraites étaient convoqués au commissariat de Pau. Le rassemblement de soutien a réuni 200 personnes, solidaires face à la répression. Nous remercions l'ensemble des personnes mobilisées tout au long de la journée, qui ont fait la démonstration que la solidarité de classe n'est pas un concept dépassé.

À l'issue de cette journée, deux des convoqués, le secrétaire de l'Union Locale CGT et un militant gilet jaune sont sortis sans suite. En revanche, notre camarade Ernesto, syndicaliste à Solidaires et le second militant gilet jaune se voient convoqués devant le tribunal correctionnel le 4 décembre prochain.

Nous condamnons cet acharnement, nous le redisons : la violence n'est pas à chercher du côté des manifestant·es contre la réforme des retraites mais bien du côté des forces de l'ordre et du gouvernement Macron. Les convocations au commissariat et les poursuites sont là pour casser les militants, criminaliser une colère légitime face à une réforme des retraites injuste. Nous exprimons notre solidarité totale avec notre militant, et invitons les organisations et les militant·es opposé·es à la régression sociale à faire de même.

Nous appelons à un grand rassemblement de soutien le jour de leur convocation, le 04 décembre devant le tribunal de Pau. Une attaque contre un syndicaliste, un militant, c'est une attaque contre nous tous et toutes !

Contre la réforme des retraites, contre la répression syndicale, contre la criminalisation du mouvement social, rassemblons-nous le 4 décembre à 13h devant le palais de justice de Pau !

Transports : grèves pour les salaires et les conditions de travail

Les salarié·es de Transdev à Coubron ont entamé une grève illimitée le 20 novembre pour les salaires et les conditions de travail. Ils réclament une hausse du salaire net de 200 euros, une prime d'assiduité de 150 euros et une prime de risque de 100 euros ». À Kéolis Montesson, après la longue grève du 12 septembre au 20 octobre, un mouvement a été relancé le même jour suivi à 80 %. Il s'agissait de rappeler que les comptes n'étaient pas soldés et que plusieurs revendications restaient pleinement d'actualité, notamment sur les primes.

La Poste (12) : grève contre les réorganisations

39 postières et postiers du bureau de Millau sont en grève reconductible depuis le 17 octobre soit 95% du personnel. Si la réinternalisation de l'activité des filiales est une revendication de SUD PTT, le transfert des missions de Médiapost sans embauches pèse sur les salarié·es qui réclament des embauches en CDI et à hauteur des besoins plutôt que le recours à l'intérim.

Pour soutenir les grévistes :

envoyez vos dons à SUD PTT, 59 rue Raymond Sommer 81000 ALBI / IBAN FR80 2004 1010 1605 6486 6B03 701



Chronopost : 2 ans de lutte des travailleurs sans-papiers

Installé devant l'agence, un piquet permanent est tenu par les salariés de Chronopost, en grève, et par des dizaines de travailleurs sans papiers d'autres entreprises présents en soutien. Dans ce combat commencé en commun avec les grèves sur les piquets RSI à Gennevilliers (92) et DPD au Coudray-Montceau (91), les travailleurs du piquet Chronopost affrontent un système d'exploitation du travail sans-titre, basé sur la sous-traitance en cascade et le marchandage de main d'œuvre. Comme lors du premier conflit de 2019/2020, qui avait permis d'imposer la régularisation de 73 travailleurs, dont 27 Chronopost, les grévistes affrontent des employeurs particulièrement rodés et acharnés dans le déni, refusant de reconnaître tout lien de travail avec les sans-papiers qu'ils recrutent pourtant abondamment. Ces entreprises bénéficient d'une protection insupportable des pouvoirs d'Etat. La Poste, entreprise publique, a érigé en modèle économique revendiqué ce système de dumping social. Les ministères, la préfecture, les services de l'Etat sont aux abonnés absents. Si

au bout de près de 2 ans, quelques cartes de séjour ont été délivrées, aucune régularisation pour la très grande majorité du piquet.

Les travailleurs continuent donc leur mobilisation, en maintenant un rythme permanent de manifestations, de participation à de très nombreuses mobilisations interprofessionnelles, et en étant à la pointe dans la lutte contre la loi Darmanin qui vise l'immigration.

Pour soutenir les grévistes :

Le piquet est au 2 chemin de Villeneuve-ST-Georges, à Alfortville.

Caisse de grève en ligne : <https://www.cotizup.com/sans-papiers-chrono-alfortvill>



A69 : amplifions les actions !



Dans le Tarn, Solidaires se mobilise contre l'autoroute A69, projet désastreux pour le climat, la biodiversité et le tissu social. Ce projet est porté par le puissant groupe pharmaceutique Pierre Fabre, qui y voit une aubaine pour son développement au mépris de toute considération écologique et de toute préoccupation sociale. Et cette autoroute coûterait cher : 17 € l'aller-retour pour gagner à peine 20 minutes entre Castres et Toulouse ! Rien ne justifie ce projet qui conduirait au bétonnage de près de 400 ha de terres naturelles et cultivables hormis les intérêts du groupe Fabre et de grosses entreprises du BTP (Vinci, NGE). Et ce n'est pas tout : les habitant·es ont découvert que ce projet draine avec lui des centrales à bitume. Plusieurs se sont installées ou prévoient de l'être à proximité de lieux de vie, notamment d'écoles, dégradant les conditions d'existence sur les territoires concernés et menaçant la santé des habitant·es.

Le Conseil National de la Protection de la Nature et l'Autorité environnementale ont confirmé le désastre écologique créé par cette

autoroute : l'un et l'autre ont émis un avis défavorable, respectivement en septembre et en octobre 2022. Mais qu'importe, le projet est lancé et avance à marche forcée. Des centaines d'arbres ont déjà été abattus malgré les efforts déployés par les opposant·es pour protéger ces garants de la biodiversité.

Face à l'acharnement des décideurs politiques, la résistance s'organise, et ce depuis les prémices du projet. Des collectifs se sont créés pour proposer des alternatives moins coûteuses, attentives à la vie des territoires, prenant en compte les alertes sur le dérèglement climatique en cours (aménagement de la RN 126, développement du fret [voir par ailleurs], projet « une autre voie »). Cette opposition s'est manifestée, en avril puis en octobre dernier, par deux mobilisations d'ampleur auxquelles Solidaires a pris part activement.

Solidaires exige l'abandon de ce projet qui saccage un territoire en prétendant l'aménager et le désenclaver. Nos territoires ruraux ne sont pas « enclavés », ils sont abîmés par des politiques publiques qui les ont délaissés et privés de services publics indispensables. Ce dont ont besoin nos territoires ce n'est pas d'une autoroute qui va les transformer en cités dortoirs, c'est de services publics de proximité. La vitalité d'un territoire se mesure à la capacité qu'ont ses habitant·es à y travailler, à s'y nourrir, à y tisser des liens de sociabilité, à y vivre en bonne santé : tout ce qu'empêcherait une autoroute.

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites-> Vous êtes aussi dans l'action ? Faites le savoir sur contact@solidaires.org